

# ANÍBAL QUIJANO

## ET LA COLONIALITÉ DU POUVOIR

À travers la figure de Quijano, toute une trajectoire de la gauche intellectuelle latino-américaine se dessine. Tandis que les approches classiques des formations sociales d'Amérique latine inscrivaient les réalités indigènes et la spécificité des projets de développement dans un cadre marxiste, ou encore dans une sociologie de la dépendance, Quijano incarne, à l'orée des années 1990, une refonte des savoirs sur l'histoire de l'Amérique latine et des luttes indigènes. Critique de l'emprise eurocentrique sur les savoirs et les formes de vie existantes, il propose de (re)penser la hiérarchie raciale comme dimension constitutive du projet de la modernité capitaliste occidentale, à travers le prisme du concept de « colonialité du pouvoir ». Un groupe de chercheurs et de chercheuses s'est progressivement cristallisé autour de la notion pour lui donner toute son ampleur, et procéder à la critique des savoirs eurocentriques.

Par **EMMANUEL DELGADO HOCH\*** et **FÉLIX BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE\*\***

\*Emmanuel Delgado Hoch est éditeur.

\*\*Félix Boggio Éwanjé-Épée est étudiant et membre du collectif éditorial de la *RdL*.

Le caractère eurocentrique du capitalisme comme système mondialisé n'est pas un problème nouveau : on sait depuis les travaux d'Immanuel Wallerstein que l'émergence du capitalisme supposait une polarisation entre centre et périphérie et que l'expansion coloniale européenne était une dimension constitutive des premières phases de l'accumulation capitaliste. Mais il est possible de montrer une coïncidence plus profonde encore entre l'eurocentrisme, la naissance du capitalisme et la modernité occidentale. Elle consiste à saisir la découverte européenne des Amériques et le rôle qu'y a joué l'impérialisme ibérique comme

milieu des années 1950, cet intellectuel péruvien commence par publier une sélection des écrits de José Carlos Mariátegui, connu pour son analyse marxiste hétérodoxe de la réalité péruvienne.

Il faut noter ici que ce geste fondateur n'a rien d'anodin dans la carrière intellectuelle de Quijano. On peut dire que l'essentiel de son travail autour de la colonialité du pouvoir consista à pousser jusqu'à leurs ultimes conséquences certaines intuitions déjà présentes dans l'œuvre de Mariátegui, qui était à l'époque l'une des références invoquées par tous les marxistes latino-américains. Mais, dans ses écrits des années 1970, le pas est

---

*L'asymétrie entre les nations, le fait que certaines nations soient dépendantes des autres ou dominées par d'autres au travers de l'« échange inégal », l'endettement ou l'occupation militaire, sont à la fois les produits et les conditions nécessaires du développement capitaliste à l'échelle mondiale.*

---

éléments fondateurs de la matrice intellectuelle de l'Europe moderne, comme points de départ d'un développement capitaliste eurocentré. Dans cette perspective, la race et le racisme ne sont pas des conséquences funestes venant légitimer un ordre international inégalitaire : elles font partie de la colonialité du pouvoir (moderne), qui ne saurait se réduire aux structures coloniales telles qu'elles se sont formalisées entre le XVIII<sup>e</sup> et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La colonialité est l'autre face de la modernité, son « côté obscur » : dans cette perspective, les mutations socio-économiques ainsi que les sédimentations cognitives et épistémiques de la Renaissance puis des Lumières européennes sont lues à la lumière de 1492, du monde qui s'édifie à compter de cette date.

### De la sociologie de la dépendance à l'américanité

Le parcours d'Aníbal Quijano ne semble pas, au départ, se distinguer de celui des intellectuels critiques latino-américains de sa génération. Au

loin d'être franchi : son approche de la question de la composante indigène du pays exprime plus l'engagement d'un marxiste classique se confrontant à la réalité indigène que l'élaboration d'un nouveau paradigme qui ferait de la race une dimension centrale des rapports sociaux de pouvoir. Quijano est à l'époque célèbre pour son *Nationalism and Capitalism in Peru*, paru en 1971, dans lequel on peut certes trouver une analyse des formes du capitalisme, des multinationales, de l'impérialisme et de la stratification des classes qui en découle, mais où la question indigène n'est, elle, quasiment jamais abordée. Quijano est alors un partisan, et ce jusqu'aux années 1990, d'une sociologie de la dépendance.

Ce courant, issu du marxisme, qui comprend des figures aussi variées qu'Immanuel Wallerstein, Samir Amin ou André Gunder Frank, envisage le capitalisme comme partie prenante d'un système-monde auquel il est coextensif<sup>1</sup>. On a parfois pu dire que ce système-monde représente le « capitalisme réellement existant ». Il s'agit de

considérer les dimensions du capitalisme qui ne se réduisent pas à l'exploitation du travail salarié et à un conflit de classe « hors sol » : l'asymétrie entre les nations, le fait que certaines nations soient dépendantes des autres ou dominées par d'autres au travers de l'« échange inégal », l'endettement ou l'occupation militaire, sont à la fois les produits et les conditions nécessaires du développement capitaliste à l'échelle mondiale. Les théories de la dépendance font de l'impérialisme (au sens large) un aspect essentiel dans l'histoire mondiale de l'accumulation du capital.

À bien des égards, le travail ultérieur de Quijano conservera la marque de cet engagement. Dans la théorie de la dépendance, le racisme et la race sont des constructions sociales qui institutionnalisent la division inégalitaire du travail que le capitalisme organise à l'échelle mondiale, ainsi que les hiérarchies entre travailleurs libres et travailleurs contraints qui découlent des nouvelles formes d'exploitation auxquelles le capital donne naissance. Mais, à partir des années 1990, Quijano commence à envisager l'imbrication entre race et capitalisme de façon bien plus profonde. Ce tournant, qui l'éloigne des approches dépendantistes classiques, est souvent associé – paradoxalement – à un article publié avec l'un des principaux représentants de la théorie du système-monde : Immanuel Wallerstein.

Dans cet article, « De l'américanité comme concept<sup>2</sup> », Quijano posait, aux côtés de Wallerstein, les jalons de son approche à venir. Il y soulignait le rôle central de la conquête des Amériques dans la genèse du capitalisme moderne ; y décrivait les formes de propriété et d'exploitation de la force de travail selon les régions ; y spécifiait le rôle que jouait la racialisation dans l'élaboration et le maintien de cette stratification et des disciplines de travail. Cette approche comparative annonçait l'élaboration d'un nouveau paradigme unitaire. Elle préfigurait une analyse de la modernité capable de saisir en un seul regard unifiant l'ensemble de ses dimensions pourtant hétérogènes. Cette unification prendrait le nom de « colonialité du pouvoir ».

### **Qu'est-ce que la colonialité du pouvoir ?**

Selon cette analyse, le processus de conquête des Amériques par les Européens a conduit à une reconfiguration de l'ensemble des structures productives, familiales, politiques et subjectives dans le Nouveau Monde. L'esclavage, le salariat libre, la petite production marchande, sont par exemple des formes de travail qui existaient avant l'émergence du capitalisme mondialisé. Les Européens ont eux-mêmes souvent imposé ces rapports de production, dans les territoires conquis, contre des formes de production communautaires qui prévalaient avant leur arrivée. Ces formes de production hétérogènes allaient se subordonner au marché mondial.

On a donc là les deux ingrédients décisifs de ce que Quijano appelle désormais la « colonialité

du pouvoir ». Il y a d'abord l'introduction par les Européens et l'imbrication de rapports sociaux féodaux, esclavagistes, de travail libre et de petite propriété. Il y a ensuite la subordination de ces rapports sociaux à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. L'idée de race allait tout simplement « coder » cet agencement.

En effet, cette articulation complexe, hybride, avait pour corollaires une division stricte du travail et une concentration des richesses, de la terre et du pouvoir entre les mains du colonisateur – et de ses supplétifs. Suite à la conquête des Amériques par les Européens, l'une des hiérarchies de pouvoir qui s'était installée était la « couleur » : pour la première fois, aussi étonnant que cela puisse paraître, celle-ci était liée à l'identité raciale, en devenant son marqueur externe principal ; c'était alors le caractère phénotypique qui distinguait les vainqueurs des vaincus. Il n'était dès lors pas étonnant que la race acquit une place de choix dans les formes de division et d'articulation des travaux subordonnés au marché mondial. C'est en tenant compte de la complexité et des impératifs de cette division qu'on comprend la complexification de la raciologie, qui a souvent différencié Indiens, Noirs, *Mestizos* (issus de couples mixtes indo-américains et européens) et Blancs, en y associant toujours un statut dans la stratification sociale et la répartition des travaux contraints ou libres.

L'idée de Quijano est donc d'aller au-delà de la théorie de la dépendance, qui faisait de la race une simple justification idéologique de la polarisation entre un centre économique et sa périphérie. Pour Quijano, dès lors que la conquête du Nouveau Monde impliquait d'exploiter les populations conquises ou d'en réduire d'autres en esclavage, la race était consubstantielle aux institutions que l'Europe avait mises en place pour articuler ces formes de travail et leur reproduction. Quijano mentionne les institutions suivantes :

- L'entreprise capitaliste pour le contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits.
- La famille bourgeoise pour le contrôle de la sexualité.
- L'État-nation comme contrôle de l'autorité.
- L'eurocentrisme comme contrôle de l'intersubjectivité.

Il serait trop long de détailler ici la manière dont la colonialité du pouvoir façonne ces institutions. Nous voudrions souligner combien le concept de colonialité du pouvoir a pu ouvrir un très large champ de recherche. En effet, à partir de celui-ci, il devient possible d'observer comment la colonialité a effectivement structuré la division du travail d'une société à l'autre ; de comprendre comment l'Europe a reconfiguré la sexualité et la famille dans les sociétés auparavant non développées – c'est-à-dire étrangères à la notion moderne de « développement » ; d'analyser les failles et les apories que

---

*Dès lors que la conquête du Nouveau Monde impliquait d'exploiter les populations conquises ou d'en réduire d'autres en esclavage, la race était consubstantielle aux institutions que l'Europe avait mises en place pour articuler ces formes de travail et leur reproduction.*

---

---

Il convient dès lors de préciser que les intellectuels de la colonialité sont eux aussi pris dans les contradictions de l'académisation des pensées critiques. Certains d'entre eux vivent, travaillent et militent en Amérique latine, mais beaucoup d'autres vivent et enseignent aux États-Unis, écrivent leurs articles et leurs livres en anglais.

---

la notion eurocentrique d'État-nation a apportées avec elle à des sociétés de plus en plus divisées par des clivages de race. Il est également possible, enfin, de se pencher sur les dominations culturelles et la production asymétrique du savoir entre les sociétés colonisées et les sociétés colonisatrices.

#### Postcolonialité et/ou décolonialité ?

La problématique de la colonialité du pouvoir est venue répondre à une lacune des marxismes eurocentriques, révolutionnaires ou non. Elle répond aussi au caractère incontournable de la question indigène, posée dans plusieurs pays d'Amérique latine qui sont entrés d'une manière ou d'une autre, depuis les années 2000, dans une nouvelle phase d'un processus de transformation sociale. Pour autant, les outils analytiques forgés par Quijano, puis élaborés par Walter Mignolo, Santiago Castro-Gómez ou encore Arturo Escobar, sont loin d'être hégémoniques dans la réflexion stratégique et théorique des intellectuels latino-américains ou des mouvements de gauche et indigènes de la région.

Il convient dès lors de préciser que les intellectuels de la colonialité sont eux aussi pris dans les contradictions de l'académisation des pensées

critiques. Certains d'entre eux vivent, travaillent et militent en Amérique latine (souvent en Colombie ou au Pérou), mais beaucoup d'autres vivent et enseignent aux États-Unis, écrivent leurs articles et leurs livres en anglais. Quijano lui-même, après avoir enseigné à l'université de San Marcos, enseigne depuis les années 1980 dans l'État de New York. Les intellectuels de la colonialité occupent dès lors une position ambivalente du point de vue de l'adresse de leurs textes et de leur recherche. L'une des ambitions des théories de la colonialité du pouvoir est en effet de déconstruire la géopolitique hiérarchisée des savoirs que l'on appelle communément « eurocentrisme ».

Or cette déconstruction doit y compris s'attaquer à une certaine version académique de la critique des savoirs occidentaux. John Beverley met en lumière l'une des lignes de fracture qui traverse le champ d'études que l'on considère grossièrement comme relevant du « postcolonial ». Il évoque ainsi deux groupes et leurs « politiques de localisation » respectives : « L'un dénommé "latino-américanistes non latino-américains", regroupés autour des études subalternes et postcoloniales et qui écrivent principalement en anglais et appartiennent à l'université nord-américaine. L'autre

### EXTRAIT « RACISME » ET « RACE »

Le « racisme » dans les rapports sociaux quotidiens n'est pas la seule manifestation de la colonialité du pouvoir, mais il en est sans doute la plus perceptible et la plus omniprésente. Pour cette même raison, il n'a cessé d'être le principal champ de conflit. En tant qu'idéologie, il a même prétendu se présenter au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle comme une théorie scientifique. C'est par cette même prétention qu'il en est venu à appuyer, un siècle plus tard, le projet national-socialiste (nazi) allemand de domination mondiale.

La défaite de ce projet dans la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) a contribué à la délégitimation du racisme pour une grande partie de la population mondiale, en tout cas en tant qu'idéologie formelle et explicite. La pratique du racisme n'a pas manqué pour autant de s'étendre à l'échelle mondiale. Dans certains pays, comme l'Afrique du Sud, l'idéologie et les pratiques de domination sociale ont même réussi à produire un racisme plus intensif et plus explicite. Cependant, même dans ces pays, l'idéologie raciste a dû céder du terrain,

notamment face aux luttes des victimes, mais aussi en raison de la condamnation universelle dont elle a été l'objet, ce qui a rendu possible l'élection de candidats « noirs ». Dans des pays comme le Pérou, la pratique de la discrimination doit aujourd'hui se dissimuler, souvent mais pas toujours avec succès, derrière des codes sociaux qui se réfèrent aux différences d'éducation et de revenus, lesquelles sont précisément une des conséquences les plus claires des rapports sociaux racistes.

Ce qui est réellement remarquable, en revanche, c'est que pour la majorité écrasante de la population mondiale, y compris les adversaires et les victimes du racisme, l'idée même de « race », comme un élément de la « nature » ayant des implications pour les rapports sociaux, se maintient, quasiment intacte, depuis ses origines. Dans des sociétés fondées sur la colonialité du pouvoir, les victimes se battent pour établir des rapports d'égalité entre les « races ». Celles qui ne le sont pas, du moins directement, peuvent admettre volontiers que les rapports entre les « races » soient démocratiques même si ce ne sont pas

exactement des rapports entre égaux. Cependant, si l'on examine le débat à ce sujet, y compris dans les pays où le problème s'est posé avec le plus d'intensité, aux États-Unis ou en Afrique du Sud, c'est seulement à titre exceptionnel et très récemment qu'on trouve des chercheurs ayant remis en question, au-delà du racisme, l'idée même de « race ».

La notion selon laquelle la « race » est un phénomène de la biologie humaine ayant des implications nécessaires pour l'histoire naturelle de l'espèce et donc pour l'histoire des rapports de pouvoir, est bien enracinée, persistante et quasiment universelle. C'est ainsi qu'on pourrait expliquer l'exceptionnelle efficacité de cet instrument moderne de domination sociale. Néanmoins, il s'agit d'une construction idéologique nue, qui n'a, littéralement, rien à voir avec la structure biologique du genre humain et tout à voir, en revanche, avec l'histoire des rapports de pouvoir dans le capitalisme mondial, colonial/moderne et eurocentré.

Aníbal Quijano, « "Race" et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, n° 51, 2007, p. 112-113.

dénoté «latino-américanistes latino-américains» qui écrivent essentiellement en espagnol ou en portugais. Ces derniers voient dans l'hégémonie de la théorie critique ou des «études culturelles» une nouvelle forme d'impérialisme culturel et invalident leur prétention à représenter de façon adéquate la spécificité historique et culturelle de l'Amérique latine<sup>3</sup>.» C'est cette position critique à l'encontre des corpus théoriques élaborés dans les universités du Centre que l'on retrouve sous la plume de Nelly Richard lorsqu'elle qualifie les *cultural studies* de «métadiscours globalisant soutenu par un circuit de garanties métropolitaines qui réinstitutionnalise – par voie académique – plusieurs nouvelles formes de domination internationale<sup>4</sup>». Les études postcoloniales se voient aussi reprocher d'avoir, hormis quelques rares exceptions, exclu l'Amérique latine de ses réflexions sur le colonialisme; ceci expliquant «l'irritation de nombreux spécialistes de la culture latino-américaine face [...] à l'exclusion systématique de l'expérience coloniale ibéro-américaine de la part de Saïd, Bhabha et d'autres théoriciens postcoloniaux<sup>5</sup>».

Cette césure inscrit le projet modernité/(dé)colonialité – l'une des désignations du champ d'élaboration lié à la notion de colonialité du pouvoir – dans une critique de la critique de l'Occident telle qu'elle est menée par une certaine tradition académique.

#### Quel projet décolonial ?

Il va de soi que les intellectuels qui travaillent la notion de colonialité aujourd'hui soutiennent et contribuent à des mouvements décoloniaux. L'actualité des mouvements et des gouvernements en Amérique latine pose pourtant des problèmes auxquels les tenants du projet modernité/(dé)colonialité parviennent difficilement à répondre. Dans un article récent de Quijano, l'intellectuel péruvien pose la question suivante à propos de la Bolivie depuis la victoire d'Evo Morales : «*La redistribution multiculturelle et/ou multinationale du contrôle de l'État peut-elle avoir lieu sans une redistribution du contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits, et sans des changements de même nature dans les autres domaines cruciaux de la matrice de pouvoir<sup>6</sup>?*»

Cette question vient directement interroger le projet de développement national-social proposé, entre autres, par l'intellectuel et dirigeant bolivien Alvaro García Linera. La proposition qu'il fait d'un développement capitaliste spécifique, un capitalisme andin, suppose une alliance entre les masses populaires, en particulier les masses indigènes, et une certaine oligarchie nationale qui conserverait la propriété des moyens de production. Selon Quijano, c'est faire fi de l'analyse toujours actuelle de Mariátegui sur l'incapacité des oligarchies bourgeoises à participer à la décolonisation des instances de pouvoir et, surtout, leur incapacité à promouvoir et faire prendre son essor à un véritable projet national. L'État-nation eurocentrique serait un objectif que les mouvements décoloniaux latino-américains ne peuvent pas reprendre à leur compte.

Ces remarques restent à un niveau de généralité très élevé. S'il y a effectivement aujourd'hui une crise de la colonialité du pouvoir, comme le dit Quijano, les enjeux politiques soulevés par une telle crise sont difficilement discernables dans les textes des auteurs inspirés par l'idée de la colonialité du pouvoir.

Le projet modernité/(dé)colonialité a apporté un point de vue unitaire sur le caractère racial des institutions liées à l'expansion et à l'institutionnalisation du capitalisme à un niveau mondial; il a permis de rendre compte de la centralité des Amériques dans l'invention de la race; il a ouvert de nouveaux champs qui contestent la géopolitique dominante du savoir. La contribution d'Aníbal Quijano aux pensées critiques contemporaines est donc importante. Elle est aussi à évaluer à l'aune de ses héritiers directs, qui ont très rapidement constitué leur propre programme de recherche. Les questions qui restent en suspens sur le statut de cette contribution ont trait aux concepts stratégiques qui traversent la théorie décoloniale: État-nation, pouvoir, démocratisation, décolonisation. L'élaboration d'un nouvel agenda politique demandera, indéniablement, que ces dimensions soient précisées. ■

#### NOTES

- 1. Le dépendantisme, dans sa déclinaison latino-américaine, s'est fortement institutionnalisé, notamment à travers la CEPAL (Comisión Económica para América Latina) et le réseau latino-américain des FLACSO (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales). Le dépendantisme, du moins certaines de ses tendances, a cristallisé autour d'institutions parétatiques un ensemble d'intellectuels/techniciens/experts du «développement» qui ne rejettent pas tous le terme en tant que tel. ■ 2. Immanuel Wallerstein et Aníbal Quijano, «De l'américanité comme concept, ou les Amériques dans le système mondial moderne», *Revue internationale des sciences sociales*, n° 134, 1992. ■ 3. John Beverley, «Deconstrucción y latinoamericanismo: Notas sobre *The Exhaustion of Difference* de Alberto Moreiras», *Actual Marx intervenciones – La Deconstrucción y el retorno de lo político*, n° 3, 2005, p. 71. ■ 4. Nelly Richard, «Intersectando Latinoamérica con el latinoamericanismo: discurso académico y crítica cultural», in Santiago Castro-Gómez et Eduardo Mendieta (dir.), *Teorías sin disciplina (latinoamericanismo, poscolonialidad y globalización en debate)*, Mexico, Miguel Ángel Porrúa, 1998, p. 247. ■ 5. «Introducción: la translocalización discursiva de "Latinoamérica" en tiempos de globalización», in Santiago Castro-Gómez et Eduardo Mendieta (dir.), *Teorías sin disciplina*, op. cit., p. 20. ■ 6. Aníbal Quijano, «Estado-nación y "movimientos indígenas" en la región Andina: cuestiones abiertas», *Observatorio Social de América latina*, n° 19, 2006.

---

**POUR VOUS ABONNER À LA RDL**  
**RENDEZ-VOUS SUR**  
**WWW.REVUEDESLIVRES.FR**

---